Les Possibles — No. 02 Hiver 2013-2014

Les inégalités

vendredi 21 février 2014, par Jacques Cossart

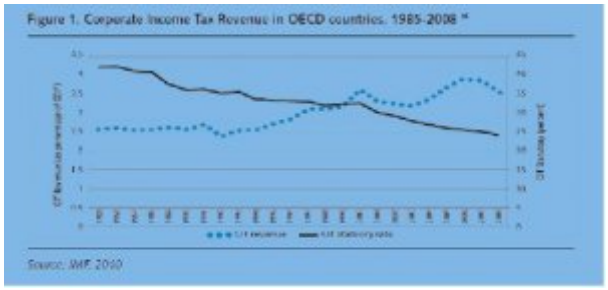
Emmanuel Saez, professeur à l'Université de Californie à Berkeley et Thomas Piketty, professeur à l'École d'économie de Paris, sont deux économistes français connus pour leurs travaux sur les inégalités ; ils ont, entre autres, publié, avec Anthony Atkinson, dans Journal of Economic Literature, en 2011, « Top Incomes in the Long Run of History ».

La montée des inégalités est largement documentée ; en France, on peut se reporter à « Les inégalités en France », publié par Alternatives économiques, à partir des travaux de l'Observatoire des inégalités sur une décennie http://www.alternatives-economiques.fr/les-inegalites-en-france_fr_pub_1159.html. Une note de l'Observatoire datée du 18 octobre 2013, intitulée « L'état de la pauvreté en France », http://www.inegalites.fr/spip.php?page=analyse&id_article=1856&id_rubrique=28&id_mot=30&id_groupe=9, fournit un certain nombre de graphiques illustrant l'augmentation de la pauvreté en France. On observera, entre autres, la remontée du nombre de personnes pauvres à partir de 2005 ; en retenant comme seuil de pauvreté, celui de 60 % du niveau de vie médian, le nombre de personnes pauvres en 2011 (8,729 millions) a presque rejoint celui de 1970 (9,187 millions).
On peut aussi se reporter au rapport annuel publié le 7 novembre 2013 par le Secours catholique, http://www.secours-catholique.org/IMG/pdf/RS2012.pdf, qui constate que le niveau de vie des 1 430 000 personnes rencontrées a baissé de 2,5 % par rapport à celui de 2011. On trouvera aussi dans ce rapport une cinquantaine de pages portant sur des analyses régionales.

Dans le monde, les ouvrages annuels du PNUD Rapport mondial sur le développement humain fournissent de très nombreuses données en la matière. L'indice composite de développement humain, IDH, de 0 (le pire) à 1 (le meilleur), est calculé comme la moyenne des trois indices mesurant l'espérance de vie à la naissance, la durée moyenne de scolarisation et le niveau de vie à travers le revenu par habitant. Comme tout indice composite, il n'est pas parfait mais il montre les tendances. Dans le rapport 2013, pourtant sous-titré « L'essor du Sud », http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/2013GlobalHDR/French/HDR2013%20Report%20French.pdf, on constate des améliorations, mais elles sont encore bien loin de montrer la fin des inégalités. Pour les pays à développement élevé, l'IDH de 1980 s'établissait à 0,773 et celui de 2012 à 0,905, faisant apparaître une augmentation de 17 %. Pour les pays à faible niveau de développement, les indices sont respectivement de 0,315 et 0,466 soit une amélioration de 48 %. Cependant, en 1980, le rapport des deux indices était de 2,45, mais, en 2012, l'IDH de la deuxième catégorie était encore deux fois moindre que celui de la première.

Emmanuel Saez publiait le 3 septembre 2013 une synthèse de ses travaux antérieurs portant sur les inégalités aux États-Unis, http://elsa.berkeley.edu/~saez/saez-UStopincomes-2012.pdf. On verra dans le tableau 1 qu'entre 1993 et 2013, la croissance des revenus des 1 % les plus élevés s'est établie à 86,1 % pendant que celle des 99 % du « bas » était de 6,6 %. Pas étonnant qu'après la crise, ce même 1 % ait accaparé, en 2009-2012, 95 % de la croissance.

Joseph E. Stiglitz a écrit plusieurs ouvrages et articles sur le thème des inégalités au niveau mondial : notamment, son ouvrage traduit en français et publié en 2012 chez LLL, Le prix de l'inégalité. Dans The New York Times du 13 octobre 2013, il affirme « Inequality Is a Choice », http://opinionator.blogs.nytimes.com/2013/10/13/inequality-is-a-choice/?_r=1. Stiglitz rappelle que la montée des inégalités dans les pays riches est, maintenant, largement documentée. Il fait référence, dans cet article, aux études conduites par Branko Milanovic, économiste à la Banque mondiale. À propos de Milanovic, on pourra lire en français, « Le Gini hors de la bouteille. Entretien avec Branko Milanovic », publié le 23 novembre 2011 par la revue électronique Sens public http://sens-public.org/spip.php?article886. Cet entretien faisait suite à la publication de son ouvrage The haves and the have-nots que Niels Planel traduit en français par la formule, quelque peu édulcorée, « Les nantis et les indigents ». L'ancien économiste en chef de la Banque mondiale reprend quelques constats de son ancien expert. Si les profondes transformations en Inde et en Chine, en raison même de leur poids démographique, ont entraîné un rapprochement des revenus mondiaux moyens, cette amélioration n'a pas, pour autant, amélioré de manière significative l'égalité entre les individus puisque le coefficient de Gini, calculé pour les 7 milliards d'êtres humains, ne s'est amélioré que de 1,4 point entre 2002 et 2008. Sur les vingt ans 1988-2008, les 1 % les plus riches dans le monde ont vu leurs revenus augmenter de 60 % pendant que ceux des 5 % les plus pauvres ont stagné. Bien entendu, le revenu médian a crû, cependant les inégalités restent considérables puisque 8 % de la population s'arrogent la moitié des revenus – dont 15 % sont accaparés par le 1 % le plus riche – les perdants se trouvant en Afrique, en Amérique latine et dans

l'Europe post-communiste. Au cours de la dernière décennie, les inégalités ont augmenté, même dans les pays de tradition plus égalitaire. Corroborant les mises à jour de Saez, Milanovic montre que l'inégalité étasunienne, qui conduit 0,1 % de la population à absorber 11 % des revenus de la nation en 2012, se développe depuis trente ans. La conviction de responsables, comme Angela Merkel ou Mario Draghi, prétendant que les problèmes rencontrés en Europe seraient la conséquence de dépenses sociales excessives, est dénoncée par Stiglitz qui estime, au contraire, que cette idéologie n'a fait que conduire cette zone à la récession et même la dépression. Il n'oublie pas, non plus, de dénoncer la financiarisation excessive de l'économie. Il s'appuie, par exemple, sur la situation britannique où les inégalités approchent celles des États-Unis, pays où le rapport des rémunérations dans les grandes entreprises est de 1 à 500. La baisse des impôts pour les grands groupes (Apple, par exemple, voit pourtant ses profits ne cesser de croître), et celle des salaires fait désormais des ravages dans le monde entier. Or, c'est bien le résultat de choix politiques : d'un côté un enfant étasunien sur quatre vit dans la pauvreté, de l'autre, en Corée, où, il y a 50 ans, seuls 10 % des jeunes parvenaient à faire des études supérieures, aujourd'hui ce pays est au premier rang mondial en la matière. En conclusion, Stiglitz dit sa profonde inquiétude et sa révolte devant ces pays qui s'enfoncent dans de telles ségrégations ; pourtant ajoute-t-il, la grande majorité de la population ne veut vivre « ni dans des enclaves cloîtrées, ni dans des bidonvilles désespérés ».

Les transformations de la fiscalité ont accentué les inégalités, ainsi qu'en témoignent « Mise à jour : Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices », de l'OCDE en mai 2013, concernant la fiscalité appliquée aux profits des entreprises, http://www.oecd.org/fr/rcm/C-MIN%282013%297-FRE.pdf, et « Global Corporate Taxation and Resources for Quality Public Services », de Global Unions en décembre 2011, http://download.ei-ie.org/Docs/WebDepot/Study_Global%20Corporation%20Taxation_Press%20copy.pdf. Global unions regroupe, notamment, la Confédération syndicale mondiale (CSI) et la Commission syndicale auprès de l'OCDE (TUAC). Sur la période 1985-2008, le taux moyen de l'impôt sur les bénéfices (CIT) est passé de 42 % à 24 % alors que, dans le même temps, le produit de cet impôt, exprimé par rapport au PIB, est passé de 2,5 % du PIB en 1985 à 3,5 % du PIB en 2008, ainsi que l'illustrent les deux graphiques ci-dessous.